

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MALI : UN CLIMAT DÉLÉTÈRE
DANS LE PAYS SELON UN
EXPERT DE L'ONU

L'expert indépendant des Nations unies pour les droits de l'homme au Mali a fait mardi 22 février, le bilan de sa visite dans le pays. Entre le 7 et le 18 février, le Sénégalais Alioune Tine s'est rendu à Mopti et à Tombouctou, où il a rencontré les autorités de la transition, mais aussi des acteurs politiques et de la société civile. Ses conclusions oscillent entre un enthousiasme encourageant et des constats alarmants.

LIBYE : LE PREMIER MINISTRE
EN EXERCICE ANNONCE DES
LÉGISLATIVES D'ICI L'ÉTÉ
PROCHAIN

En lançant son initiative pour l'élection, Abdel Hamid Dbeibah veut montrer qu'il est capable d'organiser le scrutin alors que le Parlement l'estime responsable de l'échec des élections prévues le 24 décembre dernier. Pour essayer de convaincre, il a aussi renoncé à être candidat à la présidentielle. Il impute la responsabilité de l'échec aux députés, et considère que le Parlement élu il y a huit ans est lui aussi illégal.

GUINÉE : LE PROCÈS SUR LES
MASSACRES DU 28 SEPTEMBRE
2009 REPORTÉ « SINE DIE »

Lors d'une visite du Bureau du procureur de la CPI à Conakry fin novembre 2021, les nouvelles autorités avaient annoncé que ce procès pourrait démarrer en mars 2022. Ce ne sera pas possible pour des raisons de logistique. L'actuelle cour d'appel de Conakry, site choisi par les autorités, ne répond pas aux standards nécessaires pour abriter un procès d'une telle envergure, indiquent plusieurs sources proches du dossier.

BURKINA-FASO : OUVERTURE
D'UNE ENQUÊTE SUR LES
« DÉGÂTS COLLATÉRAUX » DU
PUTSCH

Une enquête sur le coup d'État au Burkina Faso. Les autorités burkinabè ont annoncé, lundi 21 février, avoir ordonné de « faire le point » sur la situation lors de laquelle deux personnes ont été tuées et une douzaine blessées. « Suite aux événements des 23 et 24 janvier 2022 qui ont abouti à l'avènement du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (la MPSR ou la junte, NDLR), le chef de l'État Paul-Henri Sandaogo Damiba a instruit les services compétents d'ouvrir une enquête aux fins de faire le point des dégâts collatéraux occasionnés », indique un communiqué de la présidence.

Ethiopie : le Premier ministre évoque de
possibles négociations avec le TPLFJosiane MBANG NGUEMA (Sce RFI)
Libreville/Gabon

En Éthiopie, le Premier ministre a pris la parole devant la chambre basse du Parlement. Un exercice de justification au cours duquel il s'est félicité le premier jour de la reprise de l'économie après le reflux des combats, et a annoncé de nouvelles privatisations. Le deuxième jour a été l'occasion de mettre les choses au clair sur les perspectives de paix. S'agissant par exemple de négocier avec son ennemi, le TPLF, il a expliqué que ce n'était pas le cas en ce moment, mais que « cela n'excluait pas la possibilité de négocier ».

Face à l'incompréhension jusque dans son propre camp de la libération récente de prisonniers politiques, il a expliqué qu'elle avait été motivé par le désir d'« apporter une paix durable, en tenant compte de la situation générale des prisonniers, et de consolider la victoire » militaire remportée selon lui sur les Tigréens.

Abiy Ahmed a enfin demandé que le « dialogue national », qu'il a mis en place cette semaine, largement critiqué dans la classe politique éthiopienne, soit « pris au sérieux ». Ce mercredi matin, il d'ailleurs réuni son Parti de la prospérité, pour tenter d'apaiser les tiraillements sur toutes ces questions. Cela fait bientôt seize mois que le gouvernement éthiopien est en guerre contre la rébellion du Tigré.



Le Premier ministre d'Éthiopie s'est adressé au Parlement.

Photo: DR

RDC : Jean-Pierre Lacroix au chevet
des déplacés dans l'est du pays

Arrivée de Jean-Pierre Lacroix dans l'est de la RDC.

JMN (Source RFI)
Libreville/Gabon

Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix s'est rendu dans le territoire de Djugu, en Ituri dans l'est de la RDC. Les violences perpétrées par les groupes armés à l'encontre des civils ont provoqué des dizaines de milliers de

nouveaux déplacés.

Le numéro 2 des Nations Unies a échangé avec ces déplacés qui se sont encore rapprochés de la base temporaire de la Monusco à Roe pour plus de sécurité.

Les milliers de déplacés se sont regroupés autour de l'héliport aménagé sur une colline. Ils espèrent que l'arrivée de la délégation de l'ONU améliorera leurs conditions. C'est le cas de Jeanne. Son mari a été tué

l'année dernière dans une attaque de miliciens sur leur village. Ne sachant pas où aller, elle et ses sept enfants ont trouvé refuge près de la base de la Monusco.

Au total plus de 75 000 personnes se sont regroupées autour de cette base. L'aide humanitaire y est insuffisante reconnaît Jean-Pierre Lacroix, pour qui la réponse à cette crise sécuritaire doit aller au-delà au-delà de l'action militaire. « On l'a déjà dit. Il ne faut pas qu'il y ait l'impunité. Il faut que les solutions durables soient trouvées pour que ces personnes rentrent chez elles. C'est ce qu'elles souhaitent », a-t-il déclaré.

Egalement dans la délégation, le ministre congolais de la Défense Gilbert Kabanda a rappelé la détermination du gouvernement : « On ne peut pas venir ici pour laisser la situation dans le statu quo. Si on est là, c'est pour qu'il y ait un changement. »

Le ministre a promis l'installation d'un hôpital militaire dans les prochaines semaines.

Photo: DR